



# ARRÊTÉ DU MAIRE DE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT RUE DU COMMANDANT RAYNAL

VILLE DE  
HOUILLES

—  
République Française  
Département des Yvelines

—  
Direction Aménagement et Environnement  
**Arrêté temporaire n° 24/230 AV**

**Le Maire de la Ville de Houilles, Conseiller départemental des Yvelines,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6,  
**Vu** le Code de la Voirie Routière,  
**Vu** le Code de la Route, et notamment ses articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R417-11 et R 417-12,  
**Vu** le Code Pénal et notamment son article R. 610-5,  
**Vu** l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, modifiés,  
**Vu** l'arrêté réglementant la circulation des véhicules dans la ville, du 20 décembre 1977,  
**Vu** l'arrêté réglementant la coordination et la sécurité des travaux (Voirie - Réseaux - Divers), sur les voies ouvertes à la circulation publique, du 4 janvier 1993,  
**Vu** le Règlement de voirie de la ville de Houilles, publié le 22 mars 2012,

**Considérant** la demande en date du 31/05/2023, de la société EIFFAGE construction, Village Entreprise 2, ZA de la Couronne des Prés, Avenue de Mauldre, 78680 EPONE, pour neutraliser le stationnement afin de permettre le montage d'une grue de chantier, par grue mobile.

**Considérant** la nécessité de réglementer temporairement la circulation et le stationnement, pour assurer tant la sécurité sur le chantier que celle des usagers, rue du Commandant Raynal.

## ARRÊTE :

**Article 1<sup>er</sup> :** le **lundi 1 juillet et le mardi 2 juillet 2024** la société EIFFAGE construction est autorisée à modifier la circulation et restreindre le stationnement, afin de permettre le montage d'une grue de chantier, par grue mobile : **rue du Commandant Raynal.**

**Article 2 :** Une restriction de circulation et de stationnement sera instituée dans la voie : **rue du Commandant Raynal, de l'angle rue du Commandant Raynal et rue Claude Bernard, au n°18 rue du Commandant Raynal.**

- La voie ne sera fermée à la circulation pendant les travaux
- L'opération de grutage s'effectuera en demie chaussée, l'emprise sur le domaine public sera limitée à 1m depuis la limite de propriété,
- Les places de stationnement matérialisées au sol, au vis-à-vis du chantier (de l'angle rue du Commandant Raynal et rue Claude Bernard, au n°18 rue du Commandant Raynal) seront interdites au stationnement, pour assurer la fluidité du trafic et le passage des bus.
- Un espace de libre circulation d'au minimum 3.30m depuis le trottoir opposé au chantier sera scrupuleusement respecté.

**Article 3 :** Afin d'assurer la protection des piétons, un dévoiement sera institué de part et d'autre du chantier par panneaux « **TRAVERSEE OBLIGATOIRE** » et **bandes collées** entre les n°18 et n°19, rue du Commandant Raynal.

Celui-ci devra être accessible aux personnes à mobilité réduite. L'installation de rampes d'accès sera obligatoire en présence d'obstacles.

**Article 4 :** Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant selon l'article R-417-10 du Code de la Route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière conformément aux textes et lois en vigueur, **au droit et au vis à vis de l'intervention citée Article 2.**

**Article 5 :** L'entreprise exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

**Article 6 :** L'entreprise exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Le matériel de signalisation et sécurité de chantier, ainsi que tous les déchets de chantier, seront impérativement évacués au plus tard le dernier jour d'autorisation de travaux du présent arrêté.

**Article 6 :** L'accès aux immeubles riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront toujours être assurées. En cas d'accident survenant pendant la durée du chantier, la responsabilité de l'entreprise restera toujours engagée dans le cas de sa propre défaillance dans l'observation des prescriptions ci-dessus édictées. De même, l'entreprise supportera la réparation de toutes dégradations aux propriétés publiques ou privées survenues de son fait sur toute l'étendue du chantier.

**Article 7 :** Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate du chantier.

**Article 8 :** Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

**Article 9 :** Le présent arrêté devra être affiché par l'entreprise 48 heures avant la date de début des travaux au droit et au vis à vis des interventions. L'entreprise exécutant les travaux a pour obligation d'informer la police municipale de Houilles afin que celle-ci procède au constat de la conformité de l'affichage de l'arrêté.

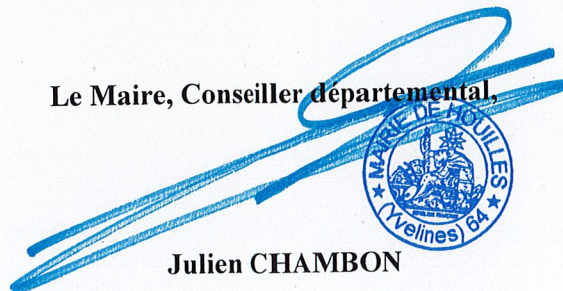
**Article 10 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art. L. 411-7 CRPA).

**Article 11 :** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles par courrier ou sur le site Télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, ou à compter de la réponse explicite ou implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

**Article 12 :** Monsieur le Directeur général adjoint, M. le Chef de service de la Police Municipale et M. le Commissaire de Police de la circonscription de Sartrouville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Houilles, le 10 juin 2024

Le Maire, Conseiller départemental,



Julien CHAMBON

